

# COUR D'APPEL FÉDÉRALE

**ENTRE :**

**ABASSE ASGARALY**  
Demandeur

et

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA**  
Défendeur

## AVIS D'APPEL

### AU DÉFENDEUR :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par le demandeur. La réparation demandée par celui-ci est exposée ci-après.

LE PRÉSENT APPEL sera entendu par la Cour aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par le demandeur. Celui-ci demande que l'appel soit entendu à Cour d'Appel Fédérale à Toronto au 180 Avenue Queen Ouest, Toronto, Ontario M5V 3L6.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER L'APPEL, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de l'appel ou recevoir signification de tout document visé dans l'appel, vous-même ou un avocat vous représentant devez préparer un avis de comparution selon la formule 341A des Règles des Cours fédérales et le signifier à l'avocat de l'appelant ou, si ce dernier n'a pas retenu les

services d'un avocat, à l'appelant lui-même, DANS LES DIX JOURS suivant la date à laquelle le présent avis d'appel vous est signifié.

SI VOUS VOULEZ OBTENIR LA RÉFORMATION, en votre faveur, de l'ordonnance faisant l'objet de l'appel, vous devez signifier et déposer un avis d'appel incident, selon la formule 341B des Règles des Cours fédérales, au lieu de signifier et de déposer un avis de comparution.

Des exemplaires des Règles des Cours fédérales ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (n° de téléphone : 613-992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS L'APPEL, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

Le 2 octobre 2023

Délivré par : \_\_\_\_\_  
Fonctionnaire du Greffe

**DESTINATAIRE :**

**L'ADMINISTRATEUR**

Cour d'Appel Fédérale  
180 Avenue Queen Ouest  
Toronto, Ontario M5V 3L6

## **APPEL**

**LE DEMANDEUR INTERJETTE APPEL** la Cour d'Appel Fédérale du Canada à l'égard du jugement de la Cour Fédérale du Canada rendu par l'Honorable Juge Guy Régimbald le 25 septembre 2023 dans le dossier T-2493-22. Ce jugement rejette la demande de contrôle judiciaire du demandeur à l'égard d'une décision arbitrale relative à la Prestation Canadienne de la Relance Économique (PCRE), L.C. 2020, c. 12, art. 2 (Loi sur les PCRE), sanctionnée le 2 octobre 2020.

### **LES FAITS :**

- a. Le demandeur a postulé et perçu les Prestations Canadiennes de la Relance Économique (PCRE) ou les Prestations Canadiennes Maladie de la Relance Économique (PCMRE) pour au total 12 périodes (périodes 2 à la période 13). Les périodes 14 et 15 ne lui ont pas été versées à la suite d'une révision du dossier du demandeur par l'Agence de Revenu Canada (ARC);
- b. Le demandeur a reçu une lettre du 15 juillet 2022 de l'ARC indiquant que le demandeur ne satisfaisait pas les conditions d'un revenu minimum de \$5000 (avant taxes) salarial ou de travailleur indépendant en 2019, 2020 ou pendant les 12 mois avant la date de sa demande de PCRE;
- c. Le demandeur a fourni toutes les informations pertinentes à l'ARC pour prouver qu'il avait bien perçu plus de \$5000 de revenu (avant taxes) en 2019 et également en 2020.
- d. L'ARC n'a pas accepté les explications du demandeur qui a déposé une nouvelle demande de contrôle judiciaire auprès de la Cour Fédérale du Canada le 29 novembre 2022;
- e. Le 21 septembre 2023, la Cour Fédérale a procédé à une audition devant l'Honorable Juge Guy Régimbald;
- f. Le 25 septembre 2023 la Cour Fédérale a livré sa décision de refuser le contrôle judiciaire mais a débouté la partie défenderesse des frais demandés.



## **L'APPEL VISE À OBTENIR :**

- 1.** Une ordonnance accueillant le présent appel.
- 2.** Une ordonnance annulant le jugement rendu par la Cour Fédérale du Canada en date du 25 septembre 2023.
- 3.** Le jugement que la Cour Fédérale aurait dû rendre soit :
  - a. L'annulation de la décision arbitrale rendue par l'agent Guillaume Roberge selon son affidavit du 18 janvier 2023 (dossier T-2493-22), plus spécifiquement concernant sa conclusion selon laquelle le demandeur n'était pas éligible à la PCRE;
  - b. Rendre la décision que l'agent de l'Agence de Revenu du Canada aurait dû rendre, soit une ordonnance acceptant le contrôle judiciaire demandé par le demandeur afin que la décision arbitrale du défendeur réclame le remboursement des 12 périodes perçues par le demandeur dans le cadre de la PCRE et en conformité avec la loi;
- 4.** Toute autre ordonnance que cette Cour jugera juste et équitable de rendre dans les circonstances.

## **LES MOTIFS DE L'APPEL** sont les suivants :

L'agent de l'ARC erré dans son affidavit car la norme de vérification indiquée dans son document ne correspond pas à la réalité de ce qui a été mis en place par notre gouvernement. Voici les sections de l'affidavit de l'agent de l'ARC qui décrit le processus d'admissibilité à la PCRE :

*11. Le processus de validation d'une demande de PCRE est le suivant :*

*11.1. Au moment d'effectuer sa demande, un demandeur reçoit un message téléphonique ou électronique, selon le mode de demande, l'informant que sa demande est en cours d'examen et lui fournissant un numéro de téléphone sans frais où appeler;*

*11.2. Le demandeur appelle à ce numéro afin de parler à un agent de validation de prestation (« agent de validation »);*

*11.3. L'agent de validation passe en revue les conditions d'admissibilité avec le demandeur afin de déterminer s'il y satisfait. Dans le cadre de cet examen, l'agent de validation utilise un document intitulé Confirmation de l'admissibilité à la PCU, la PCRE, la PCMRE, la PCREPA et la PCTCC afin de le guider dans son analyse. Une copie de ce document est jointe au présent affidavit comme pièce « A »;*



*11.4. Si nécessaire, l'agent de validation demande des renseignements ou documents additionnels au demandeur afin de déterminer son admissibilité;*

*11.5. Au terme de son examen, l'agent de validation détermine si le demandeur est admissible. Dans la négative, il l'en informe par lettre et l'avise de la possibilité de demander un deuxième examen par un autre agent de validation. Ce nouvel examen est communément appelé le « deuxième examen »;*

Il y a également une erreur factuelle dans le jugement rendu par l'Honorable Juge Guy Régimbald daté du 25 septembre 2023 dans le Chapitre III paragraphe 15 :

*[15] Le 29 novembre 2022, l'agent de troisième examen [Agent] a rendu une décision selon laquelle M. Asgaraly était inadmissible à la PCRE pour les périodes 2 à 15 [Décision] au motif qu'il n'avait pas gagné au moins 5 000 \$ (avant impôts) de revenus d'emploi ou de revenus nets de travail indépendant en 2019, en 2020 ou au cours des 12 mois précédant la date de sa première demande.*

Or, il s'agissait que du deuxième examen et non d'une troisième.

**5.** Malgré que la Cour Fédérale du Canada ait identifié la norme de contrôle judiciaire applicable à la décision raisonnable, celle-ci a erré dans l'application de cette norme de contrôle lorsqu'elle :

- a. n'a pas appliqué les enseignements de la Cour Suprême dans l'arrêt *Canada (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration) c. Vavilov*, 2019 CSC 65 – par 85
- b. l'agent de ARC a complété de manière inadmissible l'analyse extrêmement lacunaire et succincte sur des questions centrales au litige, dont le demandeur a souligné à plusieurs reprises l'incohérence et le manque de clarté de la législation, en particulier sur la définition du revenu admissible pour l'obtention des PCRE. La Cour doit se demander « si la décision possède les caractéristiques d'une décision raisonnable, soit la justification, la transparence et l'intelligibilité » (Vavilov au par. 99)
- c. l'affidavit de l'agent de ARC (Guillaume Roberge) comporte une inexactitude importante (bien que pas manifeste) mais dominante dans le processus de vérification lors de chacune de demande des PCRE faites par le demandeur pour les périodes 2 à la période 15. Référence aux paragraphes 11.2 au paragraphe 11.5 de l'affidavit du défendeur) – Réf. *Mosaic Forest Management Corp. c. Procureur Général du Canada* – 2021 CF 1488. Paragraphe 39 : « les questions de fait et les questions de mixtes de droit et de fait sont contrôlées selon la norme de l'erreur manifeste et dominante, tandis que les questions de droit, les questions mixtes de droit



et de fait contenant une question de droit isolable sont assujetties à la norme de **décision correcte** ».

- d. la décision de l'agent de ARC devait refléter la norme d'une décision raisonnable, soit la norme applicable à chaque fois : norme raisonnable – norme correcte et principe de clarté. La norme de contrôle doit refléter l'intention du législateur. (*Alexander Vavilov c. Immigration Canada* – 2019 CF 311)
- e. la décision de l'agent de ARC devait tenir compte de l'esprit de la loi sur les PCRE (L.C. 2020, c. 12, art. 12). En effet, dans son arrêt, la Cour Suprême a indiqué que « les dispositions législatives doivent être interprétées en harmonie avec l'esprit et l'objet de la loi ainsi qu'avec l'intention du législateur. Quant à l'application, le Juge Rouleau a ajouté « qu'il était important que chaque cas soit étudié au mérite, le décideur déterminant le poids qu'il faut accorder à chacun des critères établis » - *Arrêt Arias Garcias c. Ministère de la Citoyenneté* – 2006 CF 311 paragraphe (iii).
- f. la Cour a écrit que le respect de l'intention du législateur « doit guider » en matière de contrôle judiciaire. (*SCFPC c. Ontario* – 2003 CSC 29).
- g. dans son arrêt dans le dossier *Rumpler c. Citoyenneté* – 2006 CF 1485 par. 31 et 32 relatifs aux mécanismes d'appel prévus par la loi : « comme le fait observer l'intervenante la Procureur Générale du Québec dans son mémoire « l'obligation de déférence ne doit pas stériliser un tel mécanisme d'appel, jusqu'à dénaturer le processus décisionnel que le législateur voulait mettre en place » (par. 2).
- h. la décision de l'ARC n'a pas évalué ni estimé l'incidence de ses décisions sur le demandeur. En effet, dans l'arrêt *Baker c. Canada (Citoyenneté et Immigration* – 2015 CF 394 au paragraphe 133 : « il est bien établi que les individus ont droit à une plus grande protection procédurale lorsque la décision sous examen est susceptible d'avoir des répercussions personnelles importantes ou de causer un grand préjudice ».
- i. la Cour souligne l'importance d'évaluer les conséquences des décisions sur le décideur sur le demandeur dans son arrêt « il appartient à la Cour de révision de se demander » en mettant nettement l'accent sur la nature des droits substantiels concernés et les conséquences pour la personne, si un processus juste et équitable a été suivi » - (*CCP c. Canada* – 2018 CF 69 au paragraphe 54).



- j. la Cour continue ainsi « par conséquent, lorsqu'une demande de contrôle judiciaire porte sur l'équité procédurale et sur des manquements aux principes de justice fondamentale, la véritable question n'est pas de savoir si la décision était « correcte ». C'est plutôt de déterminer si, compte tenu du contexte particulier et des circonstances de l'espèce, le processus suivi par le décideur administratif était équitable et a donné aux parties concernées le droit de se faire entendre ainsi que la possibilité complète et équitable d'être informées de la preuve à réfuter et d'y répondre » - (CCP c. Canada – 2018 CF 69 au paragraphe 56).

6. Cet appel est formulé parce que l'application de la loi aux procédures d'admissibilité aux PCRE n'avaient ni la clarté ni la transparence indispensable afin que les demandeurs et les bénéficiaires ne soient pas devant des décisions arbitraires et hâtives de la part des autorités qui en ont le contrôle de leurs applications. En effet, l'article 3 de la PCRE, notamment :

*Le contribuable doit démontrer que ses revenus s'élevaient à au moins 5 000 \$ pour l'année 2019 ou 2020 ou au cours des 12 mois précédant la date à laquelle il a présenté sa demande.*

*Pour chaque période de deux semaines pour laquelle des prestations sont demandées, le contribuable doit avoir été empêché d'exercer un emploi ou d'exécuter un travail pour son compte pour des raisons liées à la COVID-19, ou d'avoir subi une réduction d'au moins 50 % de ses revenus hebdomadaires moyens d'emploi ou de travail à son compte par rapport à l'année précédente ou au cours des 12 mois précédant la date à laquelle il a présenté sa demande, pour des raisons liées à la COVID-19.*

*Pour chaque période de deux semaines pour laquelle des prestations sont demandées, le contribuable doit également démontrer avoir fait des recherches pour trouver un emploi ou du travail à exécuter pour son compte, afin de combler le manque à gagner.*

*Le contribuable doit démontrer avoir été présent au Canada et en mesure de travailler durant la période de deux semaines pour laquelle des prestations sont demandées.*

Or, en 2019, le demandeur a bien déclaré à l'ARC un revenu imposable de \$59,739 dans lequel il y avait \$16,833 de prestation d'assurance-chômage. Le revenu net était donc égal et supérieur aux \$5000 minimum requis pour avoir droit à la PCRE.



En outre, pour les années 2020 et 2021, le demandeur remplissait les toutes les conditions relatives à une baisse de revenu hebdomadaire moyen d'emploi ou de travail à son compte de plus de 50% pour des raisons liées à la Covid-19. Le législateur n'a pas mis en place un processus de demande, de vérification et d'admissibilité clair, équitable et transparente.

Dans son arrêt *Les Papiers Scott Limitée c. Sa Majesté la Reine* – 2005 CF 1354 dans son paragraphe 38, il est indiqué :

*38] Contrairement aux prétentions de la demanderesse, la défenderesse soutient que la règle du « sens ordinaire » ne régit pas l'interprétation des lois fiscales. La Cour suprême a clairement conclu que les cours de justice ne peuvent pas simplement tenir compte du sens ordinaire des dispositions en question, mais qu'elles doivent également rechercher l'esprit et l'objet de la Loi, le contexte dans lequel les mots sont utilisés et l'intention du législateur; voir *Rizzo & Rizzo Shoes Ltd. (Re)*, [1998] 1 R.C.S. 27. La défenderesse prétend que la Cour suprême a statué que cette méthode moderne d'interprétation des lois s'applique à leur interprétation, que ce soit dans un contexte fiscal ou non, comme en fait foi l'arrêt *Ludco Enterprises Ltd. C. Canada*, [2001] 2 R.C.S. 1082.*

Par ailleurs, depuis l'arrêt *Vavilov* (2018 CF 450 – 2018-04-25), une attention doit désormais être portée au processus décisionnel et à la justification des décisions administratives, « ils servent à expliquer le processus décisionnel et la raison d'être de la décision en cause », à démontrer que la « décision a été rendue de manière équitable et licite », et à se prémunir contre « la perception d'arbitraire dans l'exercice d'un pouvoir public » (*Vavilov* par. 79). En d'autres mots, ce sont les motifs qui permettent de démontrer qu'une décision est justifiée et est raisonnable.

- 7.** Aux termes de l'article 52 (b) (i) de la Loi sur les Cours Fédérales, la Cour d'Appel Fédérale a le pouvoir de rendre le jugement que la Cour Fédérale aurait dû rendre, soit l'annulation de la décision arbitrale, plus spécifiquement concernant sa conclusion selon laquelle le défendeur a rendu une décision raisonnable, et rendre la décision que la Cour Fédérale aurait dû rendre, soit l'acceptable du contrôle judiciaire déposé par le demandeur.
- 8.** Le demandeur demande en conséquence à cette Cour d'annuler la décision arbitrale et de rendre la décision que la Cour Fédérale aurait dû rendre, soit le maintien du contrôle judiciaire requis par le demandeur.



9. Malgré que la Cour Fédérale du Canada ait identifié de contrôle judiciaire applicable à la décision de l'agent de l'ARC comme étant la norme « raisonnable », le demandeur se réfère à l'arrêt *Alexander Vavilov c. Citoyenneté et Immigration Canada* – 2029 CSC 65 dans lequel la norme il est stipulé que la « norme raisonnable » soit la norme applicable à chaque fois et doit être une norme « correcte » avec un principe de clarté, d'équité procédurale et la norme de contrôle doit refléter l'intention du législateur. La norme « raisonnable » doit donc refléter le principe « d'équité », de « transparence » et de « d'intelligibilité ».

Or, la décision de l'agent de l'ARC ne répond à ces 3 critères fondamentaux :

- a. Critère « d'équité » : il est difficile de comprendre les raisons pour lesquelles pour un revenu salarial c'est le revenu brut qui est pris en compte alors que le salarié a une quasi-garantie d'un revenu régulier, stable et récurrent. Alors que pour un travailleur indépendant (c'est le cas du demandeur), c'est le revenu net qui est pris en compte. Or, pour un travailleur indépendant il est excessivement difficile de prévoir un revenu car il dépend entièrement des efforts faits pour gagner de nouveaux contrats ou de renouveler les contrats existants. Il est très important de souligner que le demandeur développe le marché de l'assurance-voyages et des services d'assistance d'urgence aux voyageurs. Or, à partir du mois de mars 2020 et jusqu'aux mois d'octobre/novembre 2022, toutes les activités économiques ont été presque suspendues ou arrêtées. Il était presque impossible de voyager ou même de se déplacer à l'intérieur du pays. De ce fait, il était très difficile de développer ou de maintenir un revenu minimum de \$5000.
- b. Critère « de transparence » : le législateur et surtout l'ARC, organisme chargé de la diffusion, du contrôle et des paiements des PCRE ou PCMRE n'ait pas appliqué la « transparence » indispensable sur les critères d'admissibilité aux PCRE ou PCMRE. En effet, le mécanisme mis en pas à *priori* n'avait pas la clarté nécessaire de distinguer et d'expliquer clairement lors des demandes de ces prestations les notions de revenu brut applicable aux salariés et de revenu net applicable aux travailleurs indépendants.
- c. Critère « d'intelligibilité » : ce critère rejoint celui de la « transparence ». Dans l'arrêt *Louise Labrosse c. PGC* (2022 CF 1792) au paragraphe 17 « la page web PCRE indique en effet que le « revenu net » utilisé par ARC ne correspond pas à la définition « revenu net » d'un travailleur indépendant est celui qui est obtenu après avoir déduit les dépenses – sans fournir de détails supplémentaires sur ces dernières.

Fait à Toronto ce lundi 2 octobre 2023

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized loop followed by a horizontal line and a small vertical stroke.

---

**Abasse ASGARALY**

902 – 135 Wynford Drive  
North York, Ontario M3C 0J4

Téléphone: 647-461-7202

Courriel: [abasse.asgaraly@gmail.com](mailto:abasse.asgaraly@gmail.com)